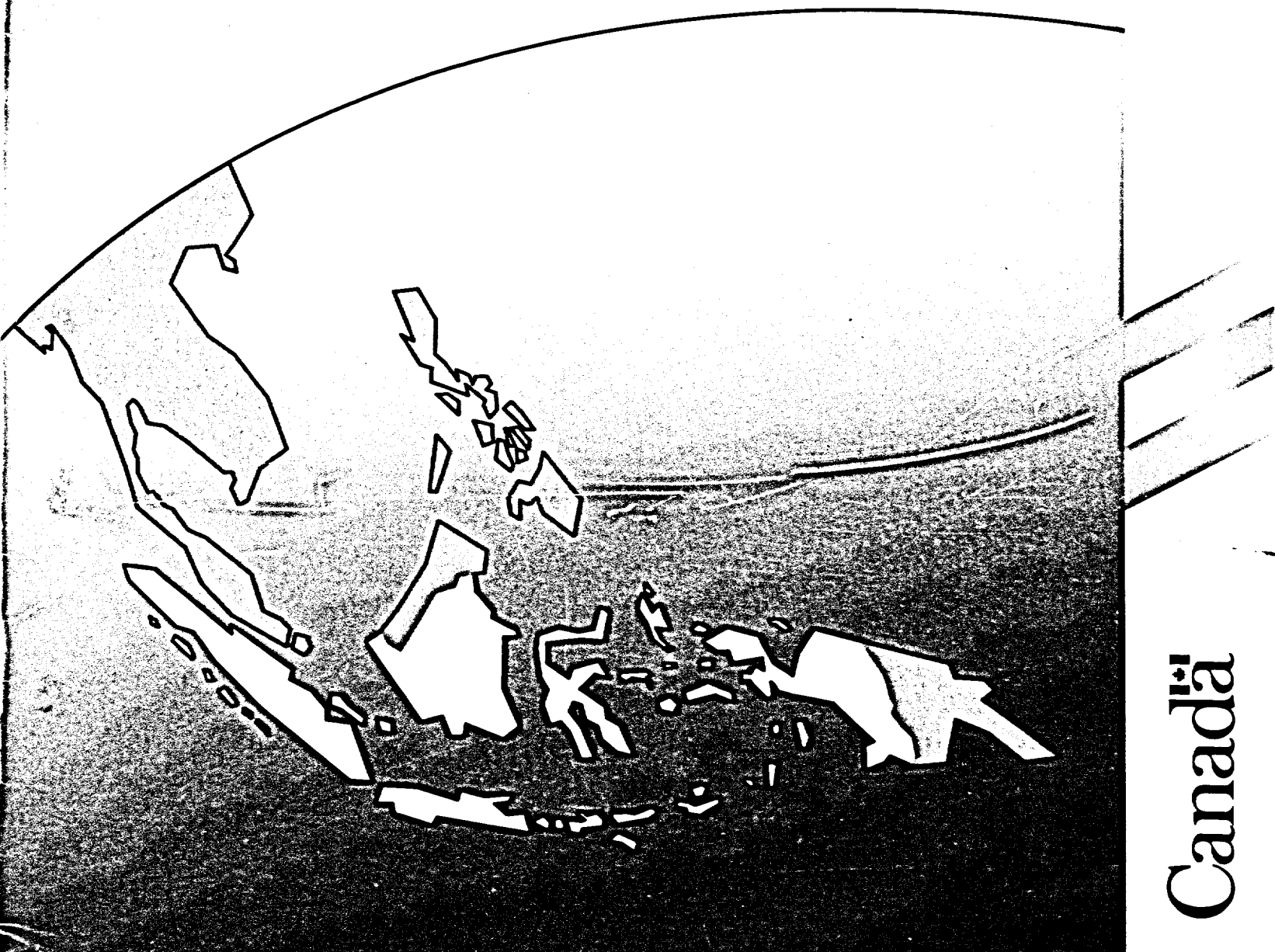


► **VUE**  
**D'ENSEMBLE**  
DES RELATIONS  
ÉCONOMIQUES  
ENTRE LE  
**CANADA**  
ET  
**L'INDONÉSIE**



Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

Canada

LIBRARY E / BIBLIOTHEQUE A E



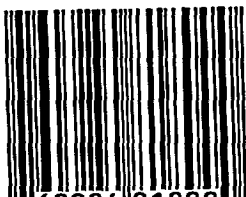
3 5036 20004807 5

DOCS

CA1 EA438 90S71 EXF

Survey of bilateral economic  
relations between Canada and  
Indonesia. --

43257904



60984 81800

**VUE**  
**D'ENSEMBLE**  
DES RELATIONS  
ÉCONOMIQUES  
ENTRE LE  
**CANADA**  
ET  
**L'INDONÉSIE**

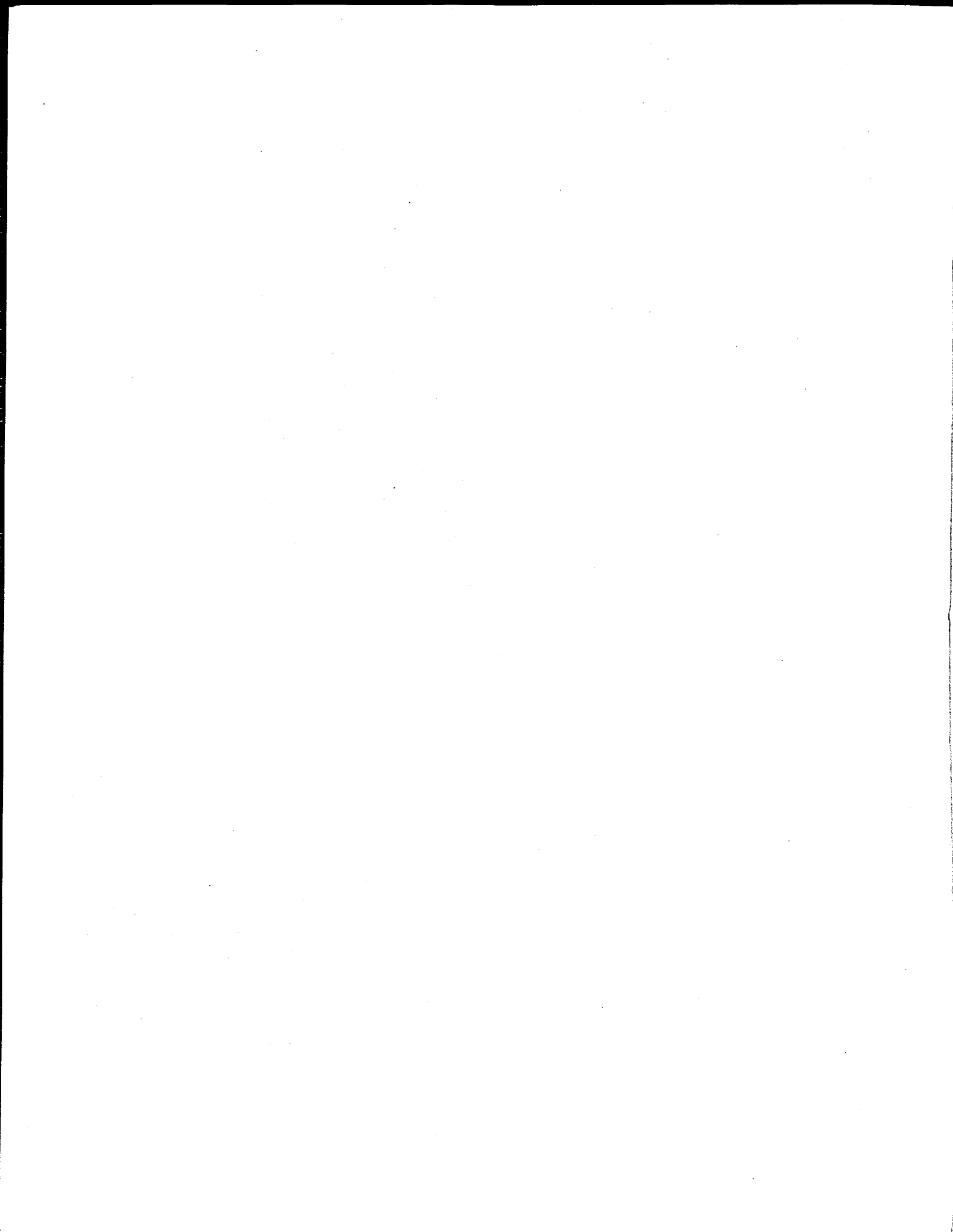
Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada  
Direction des relations avec l'Asie et le Pacifique Sud

1990



Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

External Affairs and  
International Trade Canada



# Table des matières

1. Introduction .....	5
2. Évolution économique récente en Indonésie.....	6
3. Relations commerciales Canada-Indonésie.....	7
3.1 Commerce mondial de l'Indonésie .....	7
3.2 Commerce Canada-Indonésie .....	7
3.3 Efforts de commercialisation des exportations .....	8
4. Aide au développement.....	11
4.1 Programme bilatéral .....	11
4.2 Programme de coopération industrielle.....	12
4.3 Programmes spéciaux et contributions multilatérales.....	13
4.4 Centre de recherches pour le développement international (CRDI) .....	13
5. Cadre de coopération.....	14
5.1 Accords et ententes Canada-Indonésie.....	14
5.2 Autres domaines de coopération.....	14
5.3 Activités des provinces au titre de la coopération.....	15
6. Conclusion .....	16

# Liste des tableaux

I. Croissance relative du commerce Canada-Indonésie.....	8
II. Principales exportations du Canada vers l'Indonésie .....	9
III. Principales exportations de l'Indonésie vers le Canada.....	10
IV. Profil des décaissements.....	12
V. Projets du CRDI en Indonésie.....	13

# 1

## Introduction

Le Canada et l'Indonésie ont des rapports amicaux et fructueux qui englobent un grand nombre de questions politiques et économiques de portée régionale et internationale.

Dans le passé, les relations entre le Canada et l'Indonésie étaient caractérisées surtout par des programmes d'aide au développement et par des échanges commerciaux limités. Mais, bien qu'aucun des deux n'occupe une place importante sur le marché de l'autre, le secteur commercial offre les meilleures possibilités de relations bilatérales à la fois vigoureuses et élargies. Diverses instances économiques et commerciales internationales, comme la Coopération économique dans la région Asie-Pacifique, les Négociations commerciales multilatérales de même que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) elle-même, offrent également des possibilités de coopération efficace. Les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'ANASE se réunissent annuellement avec leurs collègues des pays qui sont des partenaires commerciaux de cette association afin de passer en revue leurs intérêts communs. Le Canada fait partie du groupe de ces derniers pays.

Dans la présente étude, nous nous pencherons sur l'étendue des relations économiques entre le Canada et l'Indonésie, non seulement en fonction du commerce en général, mais aussi sur le plan des secteurs et des programmes particuliers qui ont permis de resserrer les liens entre les populations, les institutions et les organismes commerciaux des deux pays. Bien que l'étude ne porte pas sur les nombreuses instances internationales et multilatérales où le Canada et l'Indonésie sont des participants actifs, signalons que ces liens s'intensifient et jouent un rôle de plus en plus grand dans les rapports entre les deux pays.

La section 2 décrit l'évolution économique récente en Indonésie en insistant sur la forte reprise de l'économie depuis 1986 et sur les succès remportés et les défis relevés à la suite des efforts déployés pour moderniser et libéraliser l'économie du pays.

La section 3 offre une vue d'ensemble des relations commerciales Canada-Indonésie présentée sous l'angle de la conjoncture commerciale mondiale de l'Indonésie et décrit l'ampleur et l'évolution du commerce entre les deux pays. Cette section renferme également un résumé des efforts de commercialisation réalisés par le Canada en Indonésie et fait mention de certains programmes d'aide en appui aux initiatives de commercialisation des exportations.

La section 4 résume les programmes d'aide canadiens au développement en Indonésie, dont ceux du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et du Programme de coopération industrielle.

La section 5 porte sur les accords et sur les ententes qui servent de structure de base à l'expansion constante des relations économiques et commerciales entre le Canada et l'Indonésie. On y aborde également les nombreux programmes en cours qui permettent aux deux pays de coopérer dans les secteurs mis en évidence dans le programme de développement de l'Indonésie, de même que des activités de certaines provinces.

# 2

## Évolution économique récente en Indonésie

La croissance économique vigoureuse que connaît l'Indonésie depuis ces dernières années est tributaire de certains facteurs. Signalons, entre autres, un climat politique stable, une diversification de l'économie qui ne compte plus uniquement sur les exportations de pétrole et de gaz, et les efforts déployés par le gouvernement pour réduire son intervention dans les grands secteurs d'activité afin de laisser au secteur privé le rôle qui lui appartient. Les indicateurs économiques sont positifs. Depuis 1983, la croissance du PIB réel de l'Indonésie a atteint une moyenne de 5,5 % par année et le taux de croissance de 1989 est estimé à 7,3 %. Le taux de consommation a lui aussi augmenté considérablement : il est passé de 2,8 % en 1987 à 4,4 % en 1988 pour atteindre 6,3 % en 1989, sans compter que, l'an dernier, la valeur des exportations est revenue au niveau record de 27,8 milliards de dollars enregistré en 1980-1981.

Ces indicateurs sont le reflet des réformes introduites depuis plusieurs années et qui portent sur la déréglementation, la gestion véritable de la macroéconomie et la privatisation des sociétés d'État. Des chocs extérieurs graves dus à la récession mondiale et à la baisse des prix du pétrole au milieu des années 80 ont menacé l'économie indonésienne, mais les politiques adoptées par le gouvernement ont permis à l'économie de revenir à son niveau de performance antérieur. Parmi ces politiques, mentionnons la réforme fiscale (1984-1986), la libéralisation de la loi sur les banques (1983-1988), un réaménagement des règles douanières et des procédures d'exportation (1985-1990), des mesures visant à accroître l'investissement étranger et les exportations de produits autres que le pétrole et le gaz. Associées à une austérité budgétaire, ces politiques ont prémuni l'économie de l'Indonésie contre les baisses et les fluctuations des prix du pétrole. De plus, ce pays a su gérer avec prudence le fardeau de sa dette.

L'évolution future de l'économie de l'Indonésie repose en grande partie sur le succès que connaîtra le plan de développement quinquennal actuel (*Repelita V*) qui s'étend de l'année financière 1989-1990 à l'année financière 1993-1994. Le gouvernement y envisage un niveau soutenu de croissance économique à partir d'une distribution plus juste du revenu et d'une plus grande stabilité nationale. Grâce au *Repelita V*, la structure de l'économie devrait devenir plus équilibrée, plus de la moitié du budget ayant été affectée aux secteurs des communications, de l'éducation et de l'agriculture. Le budget national devrait atteindre 160 milliards de dollars dont 118,3 milliards (74 %) générés par des revenus nationaux, et le reste, de programmes d'aide multilatérale et bilatérale. Le *Repelita V* s'amorce à un moment où l'Indonésie sera confrontée, au cours des cinq prochaines années, à l'arrivée massive de 11,9 millions de travailleurs sur le marché de la main-d'oeuvre active. La création d'un grand nombre d'emplois, la mise en valeur des ressources humaines, la satisfaction des besoins fondamentaux et la prestation de services sociaux deviennent prioritaires dans ce plan quinquennal.



# 3

## Relations commerciales Canada-Indonésie

### 3.1 Commerce mondial de l'Indonésie

Le commerce mondial de l'Indonésie a atteint 45 milliards de dollars en 1989, une hausse de 11 % par rapport à 1988. Les importations et les exportations se sont accrues au même rythme et le surplus commercial de 1989 a atteint environ 8,6 milliards de dollars ou 9 % de plus qu'en 1988. L'Indonésie a connu un surplus commercial au cours des années 80, mais il a fluctué entre un plafond de 14,3 milliards de dollars en 1981 et un plancher de 5,9 milliards de dollars en 1983.

En 1988, près des deux tiers des exportations de l'Indonésie ont été dirigées vers le Japon, les États-Unis et Singapour. Ces trois pays ont fourni plus de 45 % des importations de l'Indonésie.

Les exportations indonésiennes consistent surtout en produits primaires: le pétrole et le gaz naturel représentent environ 40 % des exportations, le bois et les produits de bois, 11 % et le caoutchouc, 6 %. En 1989, la valeur des exportations a atteint 27,8 milliards de dollars. Le volume des exportations de pétrole et de gaz a beaucoup diminué depuis 1985 alors qu'il représentait près de 70 % des exportations. La vulnérabilité de l'Indonésie face aux fluctuations des prix mondiaux du pétrole est donc réduite. En 1989, la valeur des exportations s'élevait à 18,1 milliards de dollars dont 75 % en produits intermédiaires, y compris des matières premières destinées à l'industrie et des carburants, et 19 % était représenté par des biens d'équipement comme les machines.

L'investissement étranger en Indonésie vient surtout du Japon, de Hong Kong et de Taiwan. Il a beaucoup augmenté ces dernières années en vertu de divers engagements s'élevant à plus de 5,6 milliards de dollars annoncés en 1989. Cette année-là, l'investissement étranger atteignait environ 1 milliard de dollars; c'était beaucoup plus qu'au milieu des années 80, alors qu'il était d'environ 0,4 milliard de dollars. Depuis 1976, alors que l'Inco lançait ses activités en Indonésie, l'investissement direct du

Canada en Indonésie a dépassé 1 milliard de dollars. La grande partie de cette somme est due à la présence de l'Inco, mais Bata Shoes et Asamera ont eux aussi investi de fortes sommes en Indonésie.

### 3.2 Commerce Canada-Indonésie

Le commerce entre le Canada et l'Indonésie a plus que doublé depuis le début des années 80, bien qu'aucun des deux pays ne joue un rôle de premier plan sur le marché de l'autre. Après avoir atteint un niveau plancher en 1981 durant la récession qui sévissait au Canada, le commerce avec l'Indonésie a connu depuis une croissance irrégulière; il a affiché une croissance de 74 % en 1982, de 45 % en 1984, mais seulement de 4 % en 1987. En 1989, il a atteint 502 millions de dollars, le niveau le plus élevé depuis 1987 (voir le tableau I).

La balance commerciale est restée favorable au Canada durant toute la décennie, alors que les exportations vers l'Indonésie ont atteint 311 millions de dollars en 1989, une légère baisse par rapport à l'année précédente et les importations, 191 millions de dollars. Les exportations du Canada représentent un peu moins de 2 % des importations globales de l'Indonésie, tandis que les exportations de l'Indonésie vers le Canada représentent moins de 0,2 % de nos importations. Eu égard à l'ensemble des échanges commerciaux entre le Canada et les pays asiatiques en 1989, environ 1 % des importations du Canada en provenance de l'Asie venaient de l'Indonésie et 2 % de nos exportations vers l'Asie étaient destinées à ce continent.

Parmi les principales exportations du Canada vers l'Indonésie, mentionnons les pâtes et papiers, les céréales, le plastique et le soufre qui représentent près de 70 % de l'ensemble de nos exportations (voir le tableau II). La composition de ces exportations a très peu changé durant les cinq dernières années,

mais, en 1980, ni les céréales ni le soufre n'en faisaient partie et les pâtes et papiers et le plastique en représentaient un pourcentage beaucoup plus faible. Presque toutes les exportations du Canada vers l'Indonésie font l'objet d'échanges commerciaux; l'aide du Canada n'intervient que pour 3 % du commerce.

Les exportations de services, y compris le génie-conseil et la formation spécialisée, dont la plupart sont des contrats de services financés par des banques de développement multilatéral, comme la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale, de même que par l'ACDI, varient entre 50 et 60 millions de dollars par année.

Au début des années 80, les exportations de l'Indonésie vers le Canada se composaient presque exclusivement de produits primaires, comme le caoutchouc, le café, le thé et les épices. Depuis, ces produits, qui représentent encore 31 % des exportations, ont été devancés au premier rang par les textiles qui forment plus du quart de l'ensemble des exportations (voir le tableau III). Le bois et les articles en bois ont également fait un bond significatif, passant de 1,4 % du total des exportations en 1980 à plus de 20 % en 1989.

Les investissements canadiens en Indonésie sont presque uniquement ceux de l'Inco, de l'Asamera et de Bata Shoes. À part les investissements importants de ces sociétés, les coentreprises sont rares sauf dans le cas, récent, d'explorateurs de gaz et de pétrole canadiens. Par ailleurs, plus de 40 sociétés ont des bureaux à Jakarta et de nombreux Canadiens travaillent dans le secteur du pétrole et du gaz en Indonésie.

En contrepartie, des Indonésiens ont investi au Canada dans les secteurs des pièces de véhicules automobiles et de la fabrication de remorques.

### 3.3 Efforts de commercialisation des exportations

Les projets et les organismes gouvernementaux de l'Indonésie ont toujours été la cible des efforts de commercialisation du gouvernement du Canada dans ce pays. La concurrence très vive liée aux conditions de faveur dont est assorti le financement des exportations qui sévit sur le marché indonésien ainsi que la difficulté pour le Canada de concurrencer les plus gros bailleurs de fonds, obligent notre pays à modifier sa stratégie. Le gouvernement incite donc de plus en plus les exportateurs canadiens à se tourner vers les débouchés que leur offre le secteur privé indonésien. La libéralisation économique a permis à ce dernier de connaître une véritable croissance. L'expansion et la diversification industrielles qui en ont résulté ouvriront de nouveaux débouchés aux fournisseurs étrangers.

L'Indonésie demeure l'un des grands bénéficiaires des fonds d'aide au développement offerts par les banques de développement multilatéral. Les efforts commerciaux déployés par le Canada sur ce marché visent encore à obtenir de gros contrats d'approvisionnement financés par ces institutions.

Étant donné que l'Indonésie est un marché attrayant en ce qui concerne les compétences

**Tableau I Croissance relative du commerce Canada-Indonésie**  
(en millions de dollars)

ANNÉE	EXPORTATIONS DU CANADA	% DES		TOTAL DES TRANSACTIONS
		IMPORTATIONS DE L'INDONÉSIE	IMPORTATIONS DU CANADA	
1980	215,1	1,7	28,9	243,9
1981	94,1	0,59	36,9	131,0
1982	197,2	0,94	30,3	227,5
1983	209,6	1,04	40,0	249,6
1984	290,4	1,6	71,9	362,3
1985	257,6	1,8	122,0	380,0
1986	254,0	1,7	142,0	396,0
1987	309,0	1,9	193,0	502,0
1988	318,0	1,9	179,0	497,0
1989	310,7	1,7	191,0	502,0

Source : Statistique Canada et l'Economist Intelligence Unit.

disponibles et les techniques requises, ce pays occupe une place importante dans la stratégie nationale du commerce du Canada. Parmi les secteurs jugés prioritaires, mentionnons les télécommunications, le pétrole et le gaz naturel, l'exploitation forestière, les produits chimiques et l'énergie électrique. Les études de marché effectuées par l'ambassade du Canada à Jakarta et mises à la disposition des exportateurs canadiens portent, entre autres, sur les secteurs de l'alimentation, des aliments pour animaux, et des pâtes et papiers.

Les efforts de commercialisation comprennent également une participation à des foires commerciales. Des entreprises canadiennes ont récemment présenté des stands à des foires sur l'exploitation minière, le pétrole et le gaz, et les communications. En outre, l'ambassade du Canada finance des stands d'information aux grandes foires commerciales pour promouvoir les relations commerciales canado-indonésiennes. Cette initiative vise en particulier à aider les entreprises qui ne peuvent pas y participer directement.

La participation à ces foires de même que de nombreuses autres activités de commercialisation amorcées par l'industrie sont financées par un programme du gouvernement canadien appelé Programme de développement des marchés d'exportation (PDME). Ce programme permet de consentir des prêts remboursables à certaines entreprises pour couvrir les coûts d'exploration de leurs marchés d'exportation. Le PDME aide les entreprises à atteindre de nouvelles régions géographiques et à s'implanter sur de nouveaux marchés, comme l'Indonésie, une initiative qui pourrait s'avérer trop coûteuse pour ces entreprises. Les activités couvertes par les fonds vont des visites de prospection de nouveaux marchés et de celles d'acheteurs étrangers au Canada à des réponses à des appels d'offre et à l'ouverture de bureaux de ventes permanents à l'étranger. Les diverses instances du PDME visent le même but : aider les entreprises à trouver des marchés d'exportation durables pour leurs produits. D'avril 1980 à mars 1990, le PDME a approuvé 433 demandes d'aide à l'exportation en Indonésie

**Tableau II Principales exportations du Canada vers l'Indonésie**  
(en millions de dollars)

	1980	(%)	1985	(%)	1989	(%)
Pâtes et papiers, et fournitures	21,9	(10,2)	33,1	(12,8)	68,7	(22,1)
Céréales	-	-	63,1	(24,5)	65,2	(21,0)
Plastiques et articles en matière plastique	9,1	(4,2)	20,3	(7,9)	50,3	(16,2)
Soufre	-	-	46,8	(18,1)	32,3	(10,0)
Wagons	-	-	-	-	16,0	(5,1)
Engrais	-	-	23,0	(8,9)	15,1	(4,8)
Zinc et articles en zinc	2,0	(0,9)	6,2	(2,4)	14,4	(4,6)
Machines et appareils mécaniques, et matériel électrique	4,8	(2,2)	23,7	(9,2)	13,3	(4,3)
Produits chimiques organiques	0,1	-	2,4	(0,9)	8,8	(2,8)
Amiante	8,2	(3,8)	1,7	(0,6)	5,4	(1,7)
Préparations alimentaires	1,2	(0,6)	7,3	(2,8)	4,6	(1,5)
Aluminium	11,1	(5,1)	12,1	(4,7)	1,0	(0,3)
Fer et acier	5,8	(2,7)	1,2	(0,4)	1,1	(0,3)
Navires, bateaux, et pièces	53,4	(24,8)	-	-	-	-
Aéronefs, moteurs et pièces d'aéronefs	0,3	(0,1)	6,3	(2,4)	-	-
Textiles et fibres connexes	9,2	(4,3)	2,2	(0,8)	-	-
Pétrole et charbon	73,6	(34,2)	-	-	-	-
Autres	14,3	(6,6)	8,2	(3,2)	14,5	(4,7)
<b>TOTAL</b>	<b>215,1</b>	<b>(100)</b>	<b>257,6</b>	<b>(100)</b>	<b>310,7</b>	<b>(100)</b>

Source : Statistique Canada.

s'élevant à 3,7 millions de dollars. Depuis 1971, le PDME a facilité des ventes déclarées de plus de 98 millions de dollars en Indonésie.

La Société pour l'expansion des exportations (SEE), l'organisme de crédit à l'exportation officiel du Canada, accorde une assurance crédit à l'exportation, des prêts et des prêts garantis, et fournit d'autres services financiers pour promouvoir l'exportation de produits canadiens. Depuis 1979, la SEE a versé 440 millions de dollars destinés à 16 projets entrepris en Indonésie; près du quart de ces fonds a été affecté au projet de transport ferroviaire du charbon de Bukit Asam auquel participait aussi l'ACDI. La SEE veut s'associer à d'autres

projets en Indonésie et elle revoit actuellement sa stratégie pour l'adapter aux critères canadiens et aux besoins indonésiens.

La création du Regroupement des gens d'affaires Canada-Indonésie est une autre facette des efforts de commercialisation des exportations en Indonésie. En contrepartie, il existe un Regroupement des gens d'affaires Indonésie-Canada, une sous-section de la Chambre de commerce et d'industrie indonésienne qui fait la promotion des exportations et des afflux d'investissements. Ces regroupements d'entreprises et de particuliers visent à renforcer les liens entre les secteurs privés des deux pays dans le but d'en accroître les activités sur leur marché réciproque.

**Tableau III Principales exportations de l'Indonésie vers le Canada**  
(en millions de dollars)

	1980	(%)	1985	(%)	1989	(%)
Textiles et articles textiles	0,5	(1,7)	26,2	(32,0)	51,5	(26,8)
Caoutchouc et articles en caoutchouc	19,3	(66,8)	24,8	(30,3)	49,8	(25,9)
Bois et articles en bois	0,4	(1,4)	17,4	(21,2)	39,9	(20,7)
Café, thé et épices	4,5	(15,5)	10,8	(13,2)	11,0	(5,7)
Viande et poisson	-	-	-	-	8,1	(4,2)
Étain et articles en étain	0,4	(1,4)	0,6	(0,7)	6,0	(3,1)
Chaussures et articles chaussants	-	-	-	-	4,5	(2,3)
Préparations alimentaires	-	-	-	-	3,8	(1,9)
Huiles et corps gras	3,1	(10,7)	-	-	3,5	(1,8)
Verre et articles en verre	-	-	-	-	2,9	(1,5)
Divers articles manufacturés	0,1	(0,3)	0,2	(0,2)	2,5	(1,3)
Machines et matériel électriques	-	-	0,3	(0,3)	1,1	(0,5)
Autres	0,6	(2,0)	1,5	(1,8)	7,5	(3,9)
<b>TOTAL</b>	<b>28,9</b>	<b>(100)</b>	<b>81,8</b>	<b>(100)</b>	<b>192,1</b>	<b>(100)</b>

# 4

## Aide au développement

L'aide publique du Canada au développement de l'Indonésie a débuté en 1954 dans le cadre du Plan Colombo en vertu duquel le Canada offrait une aide technique et de la formation. En 1972, l'Indonésie est devenue un bénéficiaire important des programmes de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Elle a reçu depuis des fonds pour des mégaprojets d'infrastructure, pour des programmes visant à renforcer ses institutions clés et pour un important programme d'approvisionnement en engrais. Le programme de l'ACDI pour l'Indonésie est le troisième en importance dans le monde avec des décaissements globaux de 54,4 millions de dollars en 1989-1990.

Malgré la reprise de l'économie en Indonésie, le Canada reconnaît que des apports importants de fonds consentis à des conditions de faveur et une aide technique connexe demeurent indispensables pour le pays. Voici les objectifs du programme de l'ACDI en l'Indonésie : 1) raffermir la capacité de planifier des institutions indonésiennes sur le plan de la gestion des ressources renouvelables, des ressources humaines et du développement régional; 2) et de ce fait, faire évoluer les secteurs prioritaires, y compris le rôle des femmes dans le développement, et l'environnement; 3) faciliter, de façon générale, le processus d'adaptation macroéconomique du pays.

Plus de 90 % des fonds canadiens d'aide au développement en Indonésie sont acheminés par la voie de programmes bilatéraux ou de gouvernement à gouvernement de l'ACDI (voir le tableau IV). Des fonds sont également accordés par le truchement d'autres programmes de l'ACDI, comme le Programme de coopération institutionnelle et des services au développement et le Programme de coopération industrielle, deux des programmes les plus importants quant à leur envergure et leurs décaissements. D'autres organismes d'aide, comme le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), jouent également un rôle d'appoint important, comme nous le verrons plus loin, dans les efforts déployés par le Canada pour venir en aide à l'Indonésie.

### 4.1 Programme bilatéral

Le programme bilatéral vise d'abord à intensifier les relations avec l'Indonésie en agissant surtout sur le plan des politiques des institutions primaires du secteur public afin de raffermir la planification et les institutions fondamentales indonésiennes. Ce programme vise également à accentuer les efforts pour favoriser des relations durables entre les nombreuses institutions canadiennes soutenues par l'ACDI, les entreprises et les particuliers qui oeuvrent en Indonésie.

Le programme bilatéral de l'ACDI en Indonésie est donc axé sur trois secteurs clés : la gestion des ressources en eau et de l'environnement, la mise en valeur des ressources humaines et le développement régional.

#### Gestion des ressources en eau

L'ACDI finance actuellement 10 projets d'une valeur de 108 millions de dollars; six de ces projets qui représentent plus de 70 % du montant global portent directement sur la gestion des ressources en eau. Il s'agit, entre autres, de projets touchant l'irrigation, la conservation du sol, le renforcement des institutions responsables de ces ressources, et la conception et la construction de canaux de distribution de l'eau. En outre, l'ACDI vient en aide à 21 étudiants indonésiens qui viennent perfectionner leurs connaissances en gestion des ressources en eau au Canada. Il offre également des bourses à des étudiants inscrits au niveau de la maîtrise et du doctorat dans diverses universités indonésiennes.

Les quatre autres projets sont surtout axés sur le développement local dans des domaines comme la production et le rendement agricoles, la construction de systèmes d'eau potable, et la formation en soins de la santé et en nutrition.

#### Gestion de l'environnement

L'ACDI finance en ce moment un important projet pour venir appuyer les activités du ministère indonésien de la population et de l'environnement. Ce projet porte sur la formation, l'assistance technique et sur des études spéciales en matière d'environnement.

## Mise en valeur des ressources humaines

Les cinq projets entrepris dans ce domaine accordent un peu plus de 57 millions de dollars à diverses institutions d'enseignement au Canada et en Indonésie dans le but d'améliorer le système d'enseignement de ce pays et de former des Indonésiens dans divers secteurs d'activité. Ces projets visent à mettre au point des modalités d'inscription et d'examen, à améliorer l'enseignement, à former des gestionnaires et à créer des liens entre des écoles de l'Indonésie et du Canada.

## Développement régional

Cinq projets d'une valeur de plus de 50,3 millions de dollars englobent diverses activités axées sur la promotion du développement régional. Ces activités consistent à améliorer les institutions des gouvernements locaux, à offrir une formation et une aide technique, et à financer les coopératives privées, surtout celles qui visent à accroître l'embauche des femmes et des jeunes. Un des projets les plus importants dans ce secteur porte sur une aide aux institutions gouvernementales locales de l'île de Sulawesi en améliorant leurs capacités en planification du développement.

## 4.2 Programme de coopération industrielle

Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI est un programme qui vient en aide aux initiatives du secteur privé dans les pays en développement. Il a accordé environ 4,02 millions de dollars à l'Indonésie depuis 1984-1985; une partie importante de cette somme a permis à des sociétés canadiennes d'analyser les possibilités d'investir en Indonésie. Les décaissements à l'Indonésie en 1989-1990 devraient atteindre un peu plus de 1,3 million de dollars. La déréglementation et les privatisations qui sont survenues en Indonésie depuis 1985 ont facilité les choses aux clients du Programme de coopération industrielle qui oeuvrent dans des secteurs comme les télécommunications et l'élevage de poissons à nageoires. Parmi les activités courantes, il y a la délégation d'un nouveau conseiller canadien en placement auprès de l'office de coordination des investissements de l'Indonésie.

**Tableau IV Profil des décaissements  
Programmes d'aide canadiens au développement**  
(en millions de dollars)

CANAUX D'AIDE	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988	1988-1989
A. De gouvernement à gouvernement	33,83	74,94	41,65	43,89	51,02
B. Fonds canadiens	—	—	0,35	0,50	0,49
C. Programme de coopération institutionnelle et des services au développement	0,18	0,09	0,92	1,39	1,12
D. Programme des organisations non gouvernementales	1,07	0,68	1,04	0,92	2,17
E. Programme des organisations non gouvernementales internationales	0,01	0,02	-	—	—
F. Programme de coopération industrielle	1,03	0,71	0,84	0,80	0,64
G. Programme d'assistance humanitaire internationale	—	—	-	—	0,03
H. Aide alimentaire	—	—	0,3	—	0,03
I. Centre de recherches pour le développement international	0,94	0,89	1,24	1,05	1,32
J. Contributions des gouvernements provinciaux	—	0,16	0,36	0,11	—
<b>TOTAL</b>	<b>77,49</b>	<b>46,44</b>	<b>48,66</b>	<b>56,80</b>	<b>56,82</b>

Source : Rapports annuels de l'ACDI.

### 4.3 Programmes spéciaux et contributions multilatérales

En 1988-1989, la somme de 3,44 millions de dollars a été mise à la disposition de l'Indonésie grâce à divers programmes financés par la Direction générale des programmes spéciaux de l'ACDI. Le Programme des organisations non gouvernementales et le Programme de coopération institutionnelle ont financé 10 projets et 50 sous-projets en Indonésie, surtout dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'agriculture.

En outre, l'ACDI consacre chaque année des fonds à un certain nombre de programmes multilatéraux qu'elle administre en Indonésie. En 1988-1989, la somme de 13,97 millions de dollars a été affectée à ces programmes dont le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial. En tant que membre des deux banques de développement multilatéral actives en Indonésie, soit la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, le Canada offre également des prêts importants au gouvernement de l'Indonésie pour des projets d'infrastructure et de

développement des services sociaux. En 1989, les sommes prêtées à l'Indonésie par ces deux institutions totalisaient plus de 1,7 milliard de dollars canadiens qui seront remboursés par l'Indonésie durant les prochaines années. Ces prêts permettront, entre autres, d'acheter le matériel et d'autres biens et services pour plus de 30 projets distincts approuvés l'an dernier.

### 4.4 Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Le CRDI appuie des activités de recherche et de développement dans un certain nombre de pays en développement, comme l'Indonésie. Avec un bureau régional à Singapour, il offre une aide technique et financière pour des activités de recherche mises au point et menées par des universités et par des scientifiques locaux. Les projets se situent surtout dans les catégories des sciences sociales, des sciences de la santé, des sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition. Le tableau V renferme un aperçu du genre de projets que finance le CRDI.

**Tableau V Projets du CRDI en Indonésie**  
(en millions de dollars)

DIVISION	NOMBRE DE PROJETS	BUDGET
Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition	34	6,0
Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition/ Programmes de coopération	1	0,19
Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition/ Bourses (Sciences sociales)	1	0,35
Sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition/ Activités du programme spécial	1	0,08
Communications	2	0,03
Sciences de la santé	38	2,6
Communications/Sciences de la santé	2	0,12
Sciences de l'information	6	1,02
Sciences de l'information/Programmes de coopération	1	0,06
Sciences sociales/Bureau du secrétaire et conseiller juridique	1	0,04
Sciences sociales	42	2,70
Sciences sociales/Bourses	1	0,21
<b>TOTAL PARTIEL — PROJETS PARACHEVÉS</b>	<b>83</b>	<b>6,38</b>
<b>TOTAL PARTIEL — PROJETS ACTIFS</b>	<b>46</b>	<b>7,04</b>
<b>TOTAL — TOUS LES PROJETS</b>	<b>129</b>	<b>13,42</b>

Source : Centre de recherches pour le développement international (mars 1990).

# 5

## Cadre de coopération

### 5.1 Accords et ententes Canada-Indonésie

Un certain nombre d'accords et d'ententes servent actuellement de base aux relations économiques et commerciales entre le Canada et l'Indonésie.

Un échange de notes visant à protéger les investissements du Canada en Indonésie est entré en vigueur en mars 1973 et a été modifié en juillet 1984. L'entente d'assurance des investissements vise à favoriser, par le truchement de la Société pour l'expansion des exportations (SEE), le programme d'assurance des investissements du Canada en Indonésie en couvrant les pertes dues à la non-convertibilité, à l'expropriation et à la nationalisation, et à la guerre ou à une insurrection. L'entente d'assurance des investissements vise à rendre l'Indonésie plus attrayante pour les entreprises canadiennes.

Cette entente va de pair avec la Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale qui est entrée en vigueur en décembre 1980. La Convention vise à favoriser le commerce et les investissements entre les deux pays en éliminant la double imposition des particuliers et des sociétés d'un pays qui font des affaires ou qui touchent des revenus dans l'autre. La révision de cette Convention fait en ce moment l'objet de discussions.

Le Canada et l'Indonésie sont également des signataires d'un accord régional entré en vigueur en juin 1982 : Accord de coopération économique Canada-ANASE. Aux termes de cet accord, un comité mixte de coopération a été mis sur pied pour analyser les progrès réalisés dans de nombreux programmes de coopération commerciale et d'aide au développement entre le Canada et l'ANASE.

Enfin, le Canada et l'Indonésie ont signé un Accord de coopération nucléaire qui favorise le commerce de matériaux, d'équipement et de la technologie nucléaires en vue du harnachement de l'énergie nucléaire. L'Accord est entré en vigueur le 14 juillet 1982.

### 5.2 Autres domaines de coopération

#### Télécommunications

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, le ministère canadien des Communications et le secteur privé financent l'Institut des cadres supérieurs en gestion des télécommunications du Canada dont les bureaux sont situés à Montréal. Cet institut offre la formation en gestion et en utilisation des systèmes téléphoniques et de communications aux représentants des ministères et des organismes gouvernementaux des pays en développement. À ce jour, six fonctionnaires indonésiens de Perumtel et du ministère des Postes et du Tourisme ont assisté à des cours de l'Institut qui s'adressent aux gestionnaires supérieurs et aux directeurs.

#### Transports

Le Canada et l'Indonésie travaillent conjointement à divers domaines touchant les transports, passant du transport urbain à l'aérospatiale. Ainsi, Delcan International Corporation et le ministère des Communications ont signé récemment un contrat pour améliorer la gestion et l'exploitation du réseau d'autobus à Jakarta. Ce projet sera réalisé en vertu d'un financement de la Banque mondiale. Canadair, la division aérospatiale de Bombardier Inc., a commencé, en collaboration avec IPTN, une société d'État indonésienne de fabrication d'aéronefs, une étude de faisabilité portant sur la coproduction de l'avion-citerne amphibie Canadair CL-215T. De plus, des cadres supérieurs indonésiens, avec l'aide de l'ACDI, ont assisté à des séances d'étude de l'Institut international de formation en gestion aéronautique civile (IIFGA) dont les bureaux sont situés à Montréal. L'IIFGA offre de la formation aux cadres supérieurs et intermédiaires de tous les secteurs de l'aviation civile. En mai 1990, l'IIFGA a organisé une séance de formation d'une durée de trois jours à Bali. De nombreux Indonésiens et autres spécialistes de la région ont participé à ce séminaire.



## Défense

L'attaché des Forces canadiennes à Kuala Lumpur est accrédité auprès de l'Indonésie et d'autres États membres de l'ANASE afin de resserrer les liens entre ces États au chapitre de la défense. L'attaché donne des conseils de nature militaire et sert d'agent de liaison auprès de la plupart des forces armées de différents pays de la région. Une partie importante de son mandat consiste à identifier les programmes d'achat de matériel de défense qui peuvent intéresser l'industrie de la défense au Canada.

## Éducation

Plus de 600 étudiants indonésiens s'inscrivent chaque année à des institutions secondaires canadiennes et de nombreux chefs de cabinet et fonctionnaires supérieurs ont poursuivi des études au Canada. Plusieurs organisations et institutions canadiennes ont fait la promotion des services d'éducation et de formation au Canada.

En mai 1990, l'Indonesian State Institute of Islamic Studies (IAIN) et l'Institut des études islamiques de l'Université McGill ont signé un protocole d'entente pour améliorer l'enseignement et la recherche à l'IAIN. Les composants de ce projet appuyés par l'ACDI comprennent des cours du niveau supérieur et des cours sans crédit à plus de 75 boursiers de l'IAIN, des visites d'enseignement en Indonésie par des professeurs de l'Université McGill, l'amélioration des installations de la bibliothèque et une aide à un professeur indonésien pour diriger les étudiants inscrits à un grade à l'Université McGill.

## Agriculture

Les ministères de l'agriculture du Canada et de l'Indonésie ont signé un protocole d'entente sur des questions vétérinaires. L'ACDI finance en ce moment un centre d'étude sur les maladies vétérinaires en Indonésie. Les deux pays sont membres du Groupe des commerçants loyaux qui travaille à l'amélioration du commerce international des produits agro-alimentaires dans le cadre du Cycle Uruguay des négociations commerciales multilatérales. Le Canada est un fournisseur important d'engrais potassique. Cette activité est menée soit sur une base commerciale, soit dans le cadre de programmes de coopération au développement.

## 5.3 Activités des provinces au titre de la coopération

Les échanges des provinces avec l'Indonésie ont surtout lieu dans le cadre de missions commerciales. L'Alberta et le Québec sont les provinces les plus actives à cet égard.

Les relations de l'Alberta avec l'Indonésie englobent un certain nombre de projets de formation du secteur privé, notamment la création en Indonésie d'un centre de formation en technologies du pétrole et du gaz naturel. Cette province finance également une ou deux missions commerciales par année vers l'Indonésie; ces missions portent avant tout sur le pétrole et le gaz naturel, les télécommunications et l'agriculture.

La province de Québec est également active en Indonésie; elle organise deux missions commerciales par année en vue de promouvoir les produits et services du Québec et d'identifier des possibilités de coentreprises.

La Colombie-Britannique s'intéresse aussi à l'Indonésie en offrant un certain nombre de programmes d'enseignement postsecondaire à des Indonésiens dans des domaines techniques. L'Ontario quant à elle a financé la participation de certaines sociétés à des foires commerciales en Indonésie. Certaines missions commerciales de Nouvelle-Écosse et de Saskatchewan ont également visité Jakarta ces deux dernières années.

# 5

## Conclusion

La reprise récente de l'économie de l'Indonésie et son importance politique de plus en plus grande dans la région donnent lieu à une relation bilatérale plus serrée. L'aide au développement est et va demeurer encore longtemps un élément nécessaire et vital de l'économie de l'Indonésie. Le Canada est conscient, toutefois, de la possibilité d'établir des relations de commerce et d'investissement plus solides avec l'Indonésie, de même que des liens plus complets entre les institutions d'enseignement des deux pays; cela devrait avantager encore plus l'Indonésie et le Canada.

Il est évident que des changements surviennent en ce moment. Durant la dernière décennie, notre commerce avec l'Indonésie a doublé. Notre commerce de marchandises ne cesse de se développer; il ne se limite plus à des produits primaires, mais englobe aussi des articles manufacturés. Les liens créés par nos exportations de services vers l'Indonésie sont moins manifestes, mais tout aussi importants; nos connaissances techniques et la formation dispensée en ce domaine permettent à l'Indonésie d'être plus concurrentielle sur le marché mondial. Aucun des deux pays ne détient une part importante du commerce de l'autre, mais les débouchés sont nombreux. Il faudra déployer d'autres efforts pour tirer profit de la complémentarité des besoins de l'Indonésie au chapitre du développement et de l'expérience et des connaissances techniques du Canada.

Une plus grande coopération dans divers secteurs facilitera les choses. Certaines provinces, conscientes des débouchés qu'offre le marché indonésien, ont fait une promotion active de leurs entreprises en Indonésie en participant à certaines activités comme les foires commerciales et en organisant des missions. Nous avons signé des ententes de coopération dans les secteurs de l'agriculture et de la défense; nous prenons part, avec l'Indonésie, à un certain nombre d'instances multilatérales, mais il est possible de faire encore davantage.

L'Indonésie a manifesté le désir de libéraliser encore plus son économie et de tenir davantage compte des forces du marché. Le Canada continuera d'encourager le secteur privé à explorer les débouchés qu'offre le marché indonésien. Par son appartenance à l'ANASE et par ses relations bilatérales, le Canada pourra continuer à aider l'Indonésie à atteindre sa prospérité socio-économique.

doc  
CA1  
EA438  
90571  
EXF

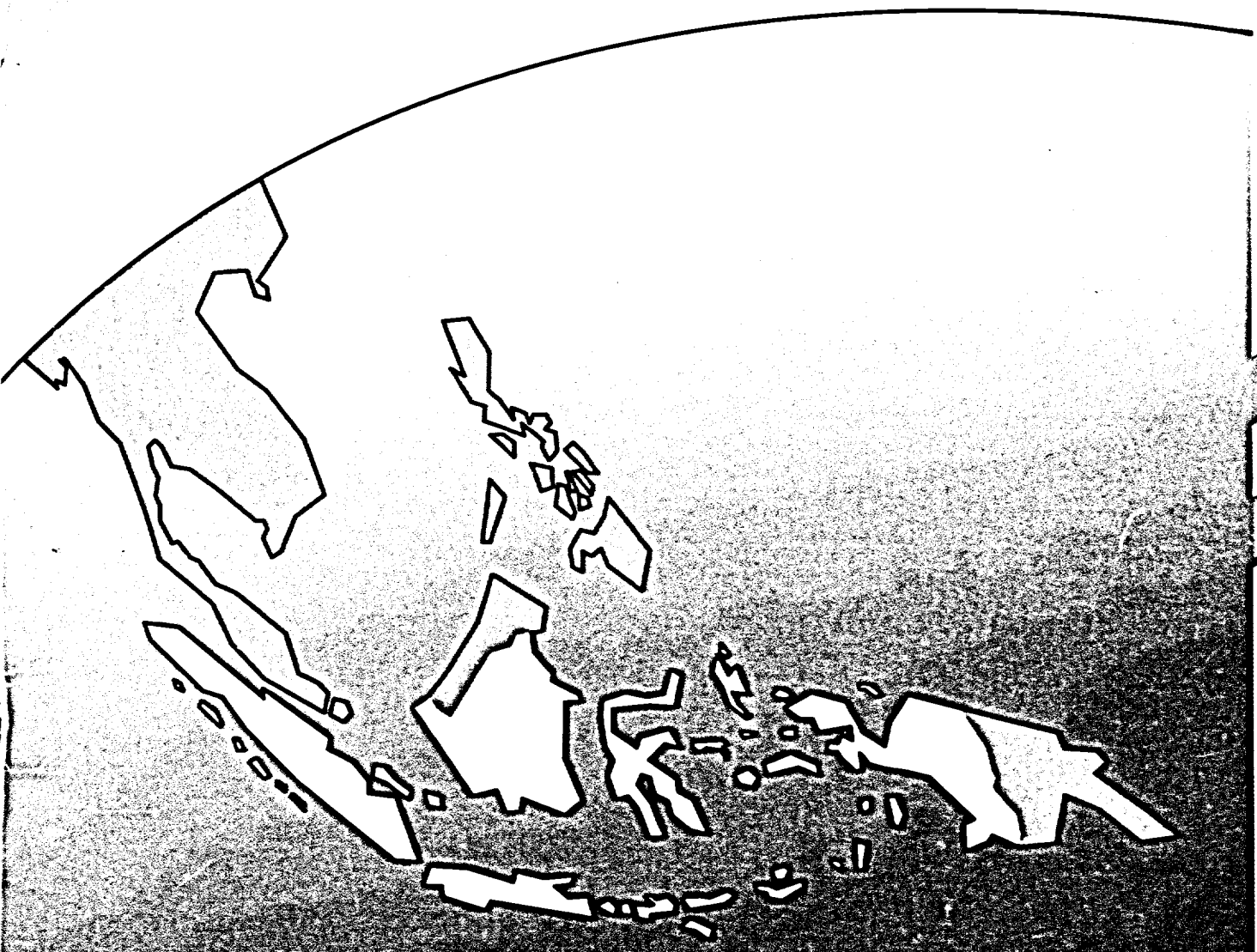
.b234323X (E)  
.b2343241 (F)

*bms*

# KEY BILATERAL ECONOMIC RELATIONS BETWEEN **CANADA** AND **INDONESIA**



External Affairs and  
International Trade Canada



Canada

**SURVEY**  
OF BILATERAL  
ECONOMIC  
RELATIONS  
BETWEEN  
**CANADA**  
AND  
**INDONESIA**

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

NOV 26 1990

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

External Affairs and International Trade Canada  
Asia Pacific South Relations Division

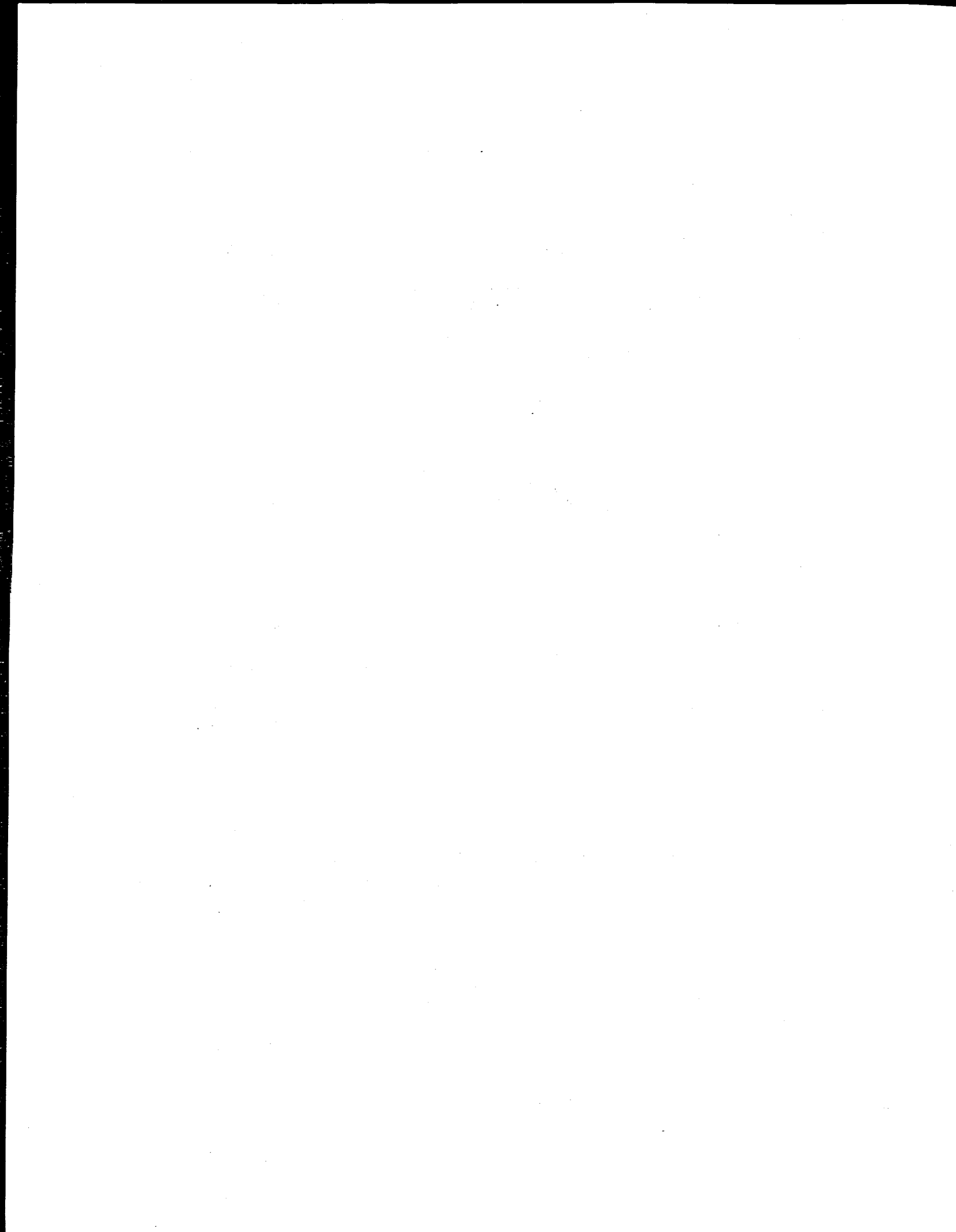
1990



External Affairs and  
International Trade Canada

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

43-257-904(e)  
43-257-905(f)



# Table of Contents

1	Introduction .....	5
2	Recent Economic Developments in Indonesia.....	6
3	Canada-Indonesia Commercial Relations.....	7
3.1	Indonesia's Global Trade.....	7
3.2	Canada-Indonesia Trade.....	7
3.3	Export Marketing Efforts.....	8
4	Development Assistance .....	11
4.1	Bilateral Program.....	11
4.2	Business Co-operation Program.....	12
4.3	Special Programs and Multilateral Contributions.....	13
4.4	International Development Research Centre (IDRC).....	13
5	Framework for Co-operation.....	14
5.1	Agreements and Arrangements between Canada and Indonesia.....	14
5.2	Other Areas of Co-operation.....	14
5.3	Provincial Co-operation.....	15
6	Conclusion.....	16

# List of Tables

1	Relative Growth in Trade between Canada and Indonesia .....	8
2	Canada's Principal Exports to Indonesia.....	9
3	Indonesia's Principal Exports to Canada.....	10
4	Disbursement Profile: Canada's Development Assistance Programs.....	12
5	IDRC Projects in Indonesia.....	13

# 1

# Introduction

Relations between Canada and Indonesia have been amicable and productive over a wide range of regional and international political and economic issues.

Canada's relationship with Indonesia has, in the past, been characterized largely by development assistance programs and a modest level of trade. However, while the countries are not major trading partners, the trade sector presents the greatest potential for expanding bilateral relations. International economic and trade fora such as Asia-Pacific Economic Co-operation (APEC), the Multilateral Trade Negotiations, as well as Canada's relations with the Association of South East Asian Nations (ASEAN), also provide areas for effective co-operation. ASEAN foreign ministers meet annually with their counterparts from ASEAN's dialogue partner states, including Canada, to review mutual interests.

This study will examine the breadth of Canada's economic relationship with Indonesia not only in trade generally, but also in terms of specific sectors and initiatives which have contributed to broadening the ties between people, institutions and business organizations in Canada and Indonesia. While this study will not attempt to identify the multitude of international and multilateral fora in which Canada and Indonesia are both active participants, these links are playing an increasing role in the relationship.

Section 2 describes recent economic developments in Indonesia and highlights the strong recovery of the economy since 1986, as well as the successes and challenges raised by the country's efforts to modernize and liberalize its economy.

Section 3 provides an overview of Canada-Indonesia commercial relations against the backdrop of Indonesia's global trade, and presents the magnitude and direction of trade between the two countries. Canada's marketing efforts in Indonesia are outlined, with mention of some of the programs available to aid new export initiatives.

Section 4 describes Canada's development co-operation programs in Indonesia, including those of the International Development Research Centre (IDRC) and the Business Co-operation Program.

Section 5 identifies the agreements and arrangements which provide the basis for the continued expansion of economic and commercial ties between Canada and Indonesia. It also describes several initiatives currently under way in the sectors of co-operation highlighted in the development program for Indonesia, as well as provincial initiatives.



# 2

## Recent Economic Developments in Indonesia

A number of factors have contributed to the solid economic growth Indonesia has experienced in recent years. These include a stable political environment, the diversification of its economy away from a dependence on oil exports, and efforts by the government to reduce its role in major industries in order to develop a more vibrant private sector. Economic indicators are positive. Since 1983, Indonesia's real GDP growth has averaged 5.5 per cent per annum, and the 1989 growth rate has been estimated at 7.3 per cent. Consumption rates have also risen significantly, from 2.8 per cent in 1987, to 4.4 per cent in 1988, and to 6.3 per cent in 1989. In addition, 1989 saw a return to 1980/81 record values of exports at \$27.8 billion.

These indicators reflect reforms put into effect in the last several years which focus on deregulation, sound macro-economic management and the move toward the privatization of public corporations. Severe external shocks from the global recession and weakening oil prices during the mid-1980s threatened Indonesia's economy, but government policies have contributed toward a return to earlier economic performance. These policies included tax reform (1984/86), liberalization of banking laws (1983/88), an overhaul of customs and export procedures (1985/90) and incentives to attract increased foreign investment and non-oil/gas exports. Combined with budget austerity, these have augmented Indonesia's economy against downturn and fluctuations in oil prices. Indonesia has prudently and successfully managed its external debt burden.

Future developments in Indonesia's economy will depend in a large part on the success of the current Five-Year Development Plan (Repelita V), covering the fiscal year 1989/90 through to 1993/94. It proposes a sustained level of economic growth on the basis of a more equitable distribution of income and greater national stability. Under the Plan, the economic structure is expected to become more balanced, and more than half of the total budget has been allocated for the communications, education and agriculture sectors. The national budget is expected to reach \$160 billion, \$118.3 (74 per cent) coming from domestic revenues, and the remaining sourced from multilateral and bilateral assistance. The Plan comes at a time when Indonesia will have to absorb 11.9 million new job seekers into its labour force over a five-year period, making the creation of widespread employment opportunities, the development of human resources, and the provision of basic needs and social services important priorities under the Plan.

# 3

## Canada-Indonesia Commercial Relations

### 3.1 Indonesia's Global Trade

Global merchandise trade reached \$45 billion in 1989, an 11 per cent increase over 1988. Imports and exports have grown at an equal pace, with the 1989 trade surplus amounting to approximately \$8.6 billion, a 9 per cent increase over 1988. Throughout the 1980s, Indonesia experienced a trade surplus, though it fluctuated from a high of \$14.3 billion in 1981 to a low of \$5.9 billion in 1983.

In 1988, almost two-thirds of Indonesia's exports were directed to Japan, the U.S. and Singapore. These three countries supplied more than 45 per cent of Indonesia's imports.

Indonesia's exports are largely composed of primary commodities, with oil and gas constituting about 40 per cent of the totals, wood and wood products 11 per cent and rubber 6 per cent. Total exports amounted to \$27.8 billion in 1989. The oil and gas portion of total exports has decreased significantly since 1985 when it represented almost 70 per cent. This has made Indonesia less vulnerable to fluctuating world oil prices. Imports reached \$18.1 billion in 1989. Seventy-five per cent of that total was made up of intermediate goods, including industrial raw materials and fuels, and a further 19 per cent was accounted for by capital goods such as machinery.

Foreign investment in Indonesia comes mainly from Japan, Hong Kong and Taiwan, and has grown significantly in recent years, with commitments of more than \$5.6 billion announced in 1989. Actual 1989 foreign investment inflows amounted to about \$1 billion, a substantial increase from the mid-1980s when inflows amounted to about \$0.4 billion. Since 1976, when Inco first began operations in Indonesia, Canadian direct investment in Indonesia has reached over \$1 billion. Most of that sum is accounted for by Inco's presence, but Bata Shoes and Asamera also have major investments in the country.

### 3.2 Canada-Indonesia Trade

Two-way trade between Canada and Indonesia has more than doubled since the early 1980s, though neither country is a major player in the other's market. Hitting a low in 1981 during the Canadian recession, trade with Indonesia has since grown sporadically, showing a 74 per cent increase in 1982, a 45 per cent increase in 1984, but only a 4 per cent increase in 1987. In 1989, it reached \$502 million, the highest since 1987 (see Table 1).

The balance of trade remained favourable to Canada throughout the decade, with 1989 exports to Indonesia reaching \$311 million, a small drop from the previous year. Imports totalled \$191 million. Canadian exports account for slightly less than 2 per cent of Indonesian total imports, whereas Indonesian exports to Canada represent less than two-tenths of a per cent of Canadian imports. In the context of Canada's total Asian trade, in 1989 about 1 per cent of total imports from Asia came from Indonesia, and 2 per cent of total exports to Asia were destined for the country.

Canada's principal exports to Indonesia are pulp and paper, cereals, plastics, and sulphur, representing almost 70 per cent of the total (see Table 2). The composition of exports has changed only marginally over the last five years, but in 1980, neither cereals nor sulphur were included, and pulp and paper and plastics constituted a much smaller proportion of the total. Almost all of Canada's exports to Indonesia are commercially oriented, that is, Canadian development assistance supports only 3 per cent of the trade.

Exports of services including engineering and specialized training, the majority of which are service contracts funded by multilateral development banks such as the Asian Development Bank, the World Bank and the Canadian International Development Agency (CIDA), are estimated at \$50 to \$60 million per year.

At the beginning of the 1980s, Indonesia's exports to Canada were almost exclusively primary products such as rubber, coffee, tea and spices. Since then, although commodities still account for 31 per cent of these exports, textiles have become the number one Indonesian import, representing over a quarter of the total sum (see Table 3). Wood and wood articles have also grown significantly from only 1.4 per cent of the total in 1980 to over 20 per cent in 1989.

Canadian investment in Indonesia is almost exclusively through Inco, Asamera, and Bata Shoes. Aside from these significant investments, there are few joint ventures to aside from the more recent joint ventures by Canadian oil and gas explorers. However, there are more than 40 companies with offices in Jakarta, and many Canadian personnel operate in the oil and gas sector in Indonesia in general.

There is some Indonesian investment in Canada, in the areas of auto-parts and trailer manufacturing.

### 3.3 Export Marketing Efforts

Canadian government marketing priorities in Indonesia have traditionally focused on government projects and agencies. Due to the very competitive circumstances in the Indonesian market related to concessional export financing, and the fact that it is very difficult for Canada to compete with larger suppliers of such financing, the strategy is changing. More and more, the government is urging Canadian exporters to look at opportunities opening up in Indonesia's private sector. Economic liberalization has spurred real growth in this sector. The resulting industrial expansion and diversification will provide new opportunities for foreign suppliers.

Indonesia remains one of the highest recipients of development funds from the multilateral development banks. Thus Canadian trade priorities in this market continue to include the vigorous pursuit of procurement funded by these institutions.

Because Indonesia is a natural market for Canada in terms of skills available and technologies required, it is included in the focus of Canada's National Trade Strategy. Priority sectors include telecommunications, oil and gas, forestry, chemical and electrical power. Market surveys developed by the Canadian Embassy in Jakarta and available to

**Table 1 Relative Growth in Trade between Canada and Indonesia**  
(\$ millions)

YEAR	CANADA'S EXPORTS	% OF INDONESIA'S IMPORTS	CANADA'S IMPORTS	% OF INDONESIA'S EXPORTS	TOTAL TWO-WAY TRADE
1980	215.1	1.7	28.9	0.04	243.9
1981	94.1	0.59	36.9	0.04	131.0
1982	197.2	0.94	30.3	0.04	227.5
1983	209.6	1.04	40.0	0.05	249.6
1984	290.4	1.6	71.9	0.07	362.3
1985	257.6	1.8	122.0	0.11	380.0
1986	254.0	1.7	142.0	0.12	396.0
1987	309.0	1.9	193.0	0.16	502.0
1988	318.0	1.9	179.0	0.14	497.0
1989	310.7	1.7	191.0	0.14	502.0

Sources: Statistics Canada and Economist Intelligence Unit

Canadian exporters include the food, animal feed, and pulp and paper sectors.

Marketing efforts also include participation in trade fairs. Canadian companies have recently exhibited at fairs on mining, oil and gas and communications. In addition, the Canadian Embassy maintains information booths at major trade fairs to further promote Canada-Indonesia trade, for those companies unable to participate directly.

Attendance at these fairs, in addition to many other industry initiated marketing activities, is funded by Canada's Program for Export Market Development (PEMD), a federal government program. PEMD provides repayable loans to individual companies to cover costs in developing export business, and aids companies in efforts to reach markets in new geographic and product markets, such as Indonesia, which might otherwise be too costly to

undertake. Funding areas cover initial visits to the new markets and visits to Canada by foreign buyers, to project bidding and the establishment of permanent sales offices overseas. The common goal of all sections of PEMD is to support companies in the development of self-sustaining export markets for their products. Between April 1980 and March 1990, PEMD approved 433 applications for assistance in Indonesia, with total funding of \$3.7 million. Since 1971, PEMD programs have resulted in reported sales of over \$98 million to Indonesia.

The Export Development Corporation (EDC), Canada's official export credit agency, provides export credit insurance, loans, guarantees and other financial services to promote Canadian export trade. Since 1979, EDC has financed a total of \$440 million on 16 projects in Indonesia, with almost a quarter of

**Table 2 Canada's Principal Exports to Indonesia**  
(\$ millions)

PRODUCT CATEGORY	1980	(%)	1985	(%)	1989	(%)
Pulp, paper and supplies	21.9	(10.2)	33.1	(12.8)	68.7	(22.1)
Cereals	—	—	63.1	(24.5)	65.2	(21.0)
Plastics and articles	9.1	(4.2)	20.3	(7.9)	50.3	(16.2)
Sulphur	—	—	46.8	(18.1)	32.3	(10.0)
Railway cars	—	—	—	—	16.0	(5.1)
Fertilizers	—	—	23.0	(8.9)	15.1	(4.8)
Zinc and articles	2.0	(0.9)	6.2	(2.4)	14.4	(4.6)
Machinery, mechanical goods, appliances, electrical equipment	4.8	(2.2)	23.7	(9.2)	13.3	(4.3)
Organic chemicals	0.1	—	2.4	(0.9)	8.8	(2.8)
Asbestos	8.2	(3.8)	1.7	(0.6)	5.4	(1.7)
Food preparations	1.2	(0.6)	7.3	(2.8)	4.6	(1.5)
Aluminum	11.1	(5.1)	12.1	(4.7)	1.0	(0.3)
Iron and steel	5.8	(2.7)	1.2	(0.4)	1.1	(0.3)
Ships, boats and parts	53.4	(24.8)	—	—	—	—
Aircraft, engines and parts	0.3	(0.1)	6.3	(2.4)	—	—
Textile and related fibres	9.2	(4.3)	2.2	(0.8)	—	—
Petroleum and coal	73.6	(34.2)	—	—	—	—
Other	14.3	(6.6)	8.2	(3.2)	14.5	(4.7)
TOTAL	215.1	(100)	257.6	(100)	310.7	(100)

Source: Statistics Canada

this figure provided for the Bukit Asam coal rail transportation project carried out in conjunction with CIDA. EDC is interested in further projects in Indonesia and is currently reviewing its strategy to better accommodate both Canada's guidelines and Indonesia's needs.

The creation of the Canada Indonesia Business Council has been another vehicle for export marketing

efforts in Indonesia. Its Indonesian counterpart, the Indonesia Canada Business Council is a subsection of the Indonesian Chamber of Commerce and Industry, and focuses on promoting Indonesian exports and investment inflows. These organizations of companies and individuals aim at fostering links between the private sectors with a view to increasing activities in the markets of both countries.

**Table 3 Indonesia's Principal Exports to Canada**  
(\$ millions)

PRODUCT CATEGORY	1980	(%)	1985	(%)	1989	(%)
Textiles and articles	0.5	(1.7)	26.2	(32.0)	51.5	(26.8)
Rubber and articles	19.3	(66.8)	24.8	(30.3)	49.8	(25.9)
Wood and articles	0.4	(1.4)	17.4	(21.2)	39.9	(20.7)
Coffee, tea and spices	4.5	(15.5)	10.8	(13.2)	11.0	(5.7)
Meat and fish	—	—	—	—	8.1	(4.2)
Tin and articles	0.4	(1.4)	0.6	(0.7)	6.0	(3.1)
Footwear and articles	—	—	—	—	4.5	(2.3)
Food preparations	—	—	—	—	3.8	(1.9)
Fats and oils	3.1	(10.7)	—	—	3.5	(1.8)
Glass and glassware	—	—	—	—	2.9	(1.5)
Miscellaneous manufactured articles	0.1	(0.3)	0.2	(0.2)	2.5	(1.3)
Electrical machinery and equipment	—	—	0.3	(0.3)	1.1	(0.5)
Other	0.6	(2.0)	1.5	(1.8)	7.5	(3.9)
<b>TOTAL</b>	<b>28.9</b>	<b>(100)</b>	<b>81.8</b>	<b>(100)</b>	<b>192.1</b>	<b>(100)</b>

Source: Statistics Canada

# 4

## Development Assistance

Canada's official development assistance in Indonesia began in 1954 as part of the Colombo Plan, through which Canada provided technical assistance and training. In 1972, Indonesia became a major recipient within CIDA's programs, and has since received funding for large-scale infrastructure projects, programs aimed at strengthening key Indonesian institutions, and a major fertilizer supply program. The country program for Indonesia is now the third largest CIDA program in the world, with total disbursements reaching \$54.4 million in 1989/90.

Canada recognizes that despite Indonesia's economic improvements, sizeable flows of concessional financing and related technical assistance remain vital for the country. The objectives of the Indonesia program are: to strengthen Indonesia's planning and institutional capacity with respect to sustainable resource management, human resource and regional development; in doing so, to contribute toward progress in the priority areas of women in development and the environment; and in general, to support the country's macro-economic adjustment process.

Over 90 per cent of Canada's development assistance to Indonesia is channelled through CIDA's Bilateral, or Government-to-Government Program (see Table 4). Funds are also disbursed via other CIDA programs, such as the Institutional Co-operation and Development Services Program and the Industrial Co-operation Program, two of the most important in terms of level of disbursements. Other aid agencies such as the International Development Research Centre also play an important complementary role in Canada's development efforts in Indonesia as described below.

### 4.1 Bilateral Program

The overall aim of the bilateral program is to intensify general relations with Indonesia. This means working at the policy level within primarily public sector institutions, in order to strengthen Indonesia's

planning and institutional base. It also entails fostering a greater commitment to lasting relations among the many CIDA supported Canadian institutions, companies and individuals working in Indonesia.

Accordingly, CIDA's bilateral program in Indonesia focuses on four major areas: water resource management; environmental management; human resource development; and regional development.

### Water Resource Management

CIDA is currently funding 10 projects worth \$108 million in this area, of which 6, representing more than 70 per cent of the total, are devoted directly to the management of water resources. These projects include irrigation studies, soil conservation, the strengthening of institutions which would manage water resources, and the actual design and construction of canals for water distribution. In addition, CIDA is supporting 21 Indonesian students studying water resources management in Canada, and provides for others through scholarships at the Master's and Ph.D. level at various Indonesian universities.

The remaining four related projects are largely concerned with local development in such areas as agricultural production and productivity, the implementation of potable water systems, and health and nutrition education.

### Environmental Management

CIDA is currently sponsoring a major project to support the activities of Indonesia's Ministry of Population and Environment. This project aims at supporting the Ministry's activities through the provision of training, technical assistance and special studies on environmental issues.

## Human Resource Development

The five projects in this area direct just over \$57 million through various academic institutions in both Indonesia and Canada, to support improvements in Indonesia's educational infrastructure and provide Indonesians with expertise in a variety of fields. These projects aid in the development of registration and examinations systems, faculty improvements and management training, as well as the establishment of links between individual schools in Indonesia and in Canada.

## Regional Development

A number of projects, worth over \$50.3 million, encompass a broad range of activities aimed at promoting regional development. Activities include the strengthening of local governmental institutions; training and technical assistance; and funding for private co-operatives, particularly those that increase

employment among women and youth. One of the largest projects in this sector focuses on support for local government institutions on the island of Sulawesi in improving development planning capabilities.

## 4.2 Business Co-operation Program

CIDA's Industrial Co-operation Program (CIDA-INC), which supports private sector initiatives in developing countries, has contributed approximately \$4.02 million to Indonesia since 1984/85, a large portion of which supported Canadian companies investigating investment possibilities in Indonesia. Disbursements to Indonesia for 1989/90 are expected to be slightly over \$1.3 million. Deregulation and privatization in Indonesia since 1985 have led to a receptive local environment for CIDA-INC clients in

**Table 4 Disbursement Profile:  
Canada's Development Assistance Programs**  
(\$ millions)

CHANNELS	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89
A. Government-to-Government (Bilateral Program)	33.83	74.94	41.65	43.89	51.02
B. Canada Fund	—	—	0.35	0.50	0.49
C. Institutional Co-operation and Development Services Program	0.18	0.09	0.92	1.39	1.12
D. Non-Governmental Organizations Program	1.07	0.68	1.04	0.92	2.17
E. International Non-Governmental Organizations Program	0.01	0.02	—	—	—
F. Industrial Co-operation Program	1.03	0.71	0.84	0.80	0.64
G. International Humanitarian Assistance Program	—	—	—	—	0.03
H. Food Aid	—	—	0.03	—	0.03
I. International Development Research Centre	0.94	0.89	1.24	1.05	1.32
J. Provincial Government Contributions	—	0.16	0.36	0.11	—
<b>TOTAL</b>	<b>77.49</b>	<b>46.44</b>	<b>48.66</b>	<b>56.80</b>	<b>56.82</b>

Source: CIDA Annual Reports

areas including finfish farming and telecommunications. Current activities include support for a Canadian Investment Advisor on Indonesia's Investment Co-ordination Board.

### 4.3 Special Programs and Multilateral Contributions

In 1988/89, \$3.44 million was made available to Indonesia through a range of programs supported by CIDA's Special Programs Branch. The Non-Governmental Organizations and Institutional Co-operation Programs sponsored a total of 10 projects and 50 subprojects in Indonesia, primarily in the sectors of education, health and agriculture.

In addition, CIDA annually commits funds to a number of multilateral programs operating in Indonesia including the United Nations Development Program, the Children's Fund (UNICEF), and the World Food Program. In 1988/89, total disbursements to these were \$13.97 million. As a member of the two multilateral development banks active in Indonesia, the World Bank and the Asian Development Bank,

Canada also contributes toward substantial loans to the Indonesian government for infrastructure and social sector development projects. In 1989, commitments to Indonesia from both institutions totalled over C\$1.7 billion which will be disbursed by Indonesia over the medium-term. These loans will cover equipment and other supplies and services for over 30 different projects approved last year.

### 4.4 International Development Research Centre (IDRC)

The IDRC supports research and development activities in a number of developing countries such as Indonesia. IDRC, which maintains a regional office in Singapore, provides technical and financial assistance for research activities identified and carried out by local scientists and universities. Projects fall primarily within the categories of social sciences, health sciences, agriculture, food and nutrition sciences. Table 5 shows a breakdown of the type of projects funded through IDRC.

**Table 5 IDRC Projects in Indonesia**  
(\$ millions)

DIVISION	NUMBER OF PROJECTS	BUDGET (\$ m)
Agriculture, Food and Nutrition Sciences	34	6.00
Agriculture, Food and Nutrition Sciences/Co-operative Programs	1	0.19
Agriculture, Food and Nutrition Sciences/ Fellowships and Awards (Social Sciences)	1	0.35
Agriculture, Food and Nutrition Sciences/ Special Program Activities	1	0.08
Communications	2	0.03
Health Sciences	38	2.60
Communications Health Sciences	2	0.12
Information Sciences	6	1.02
Information Sciences/Co-operative	1	0.06
Social Sciences Office of the Secretary and General Council	1	0.04
Social Sciences	42	2.70
Social Sciences/Fellowships and Awards	1	0.21
Sub-total — Completed Projects	83	6.38
Sub-total — Active Projects	46	7.04
TOTAL — All Projects	129	13.42

Source: International Development Research Centre (March 1990)



# 5

## Framework for Co-operation

### 5.1 Agreements and Arrangements between Canada and Indonesia

Economic and commercial relations between Indonesia and Canada are supported through various agreements and arrangements.

An Exchange of Notes for the protection of Canadian investments in Indonesia was signed in March 1973 and amended in July 1984. The purpose of the Investment Insurance Agreement is to facilitate EDC's provision of insurance covering losses due to inconvertibility, expropriation, nationalization or war and insurrection, through the Export Development Corporation. The investment insurance arrangement serves to make Indonesia potentially more attractive for investment by Canadian firms.

Working with that agreement is the Convention for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion, which came into force in December 1980. The Convention is designed to encourage trade and investment between the two countries by eliminating double taxation of individuals and companies of one state that earn money or work in the other. Revisions to the Convention are under discussion.

Canada and Indonesia are also signatories to a regional agreement which came into force in June 1982, the Agreement between Canada and ASEAN on Economic Co-operation. This established a Joint Co-operation Committee to review progress in a range of commercial and development co-operation endeavours between Canada and the ASEAN countries.

Finally, Canada and Indonesia have signed a Nuclear Co-operation Agreement which allows for the possibility of trade in nuclear materials, equipment and technology for the development of nuclear energy. It took effect in July 1982.

### 5.2 Other Areas of Co-operation

#### Telecommunications

External Affairs and International Trade Canada, Canada's Department of Communications and the Canadian private sector fund the Telecommunications Executive Management Interchange Centre (TEMIC) located in Montreal. TEMIC provides training in the management and use of telephone and communications systems for ministry and agency representatives from developing countries. Six Indonesian officials from Perumtel and the Ministry of Posts and Tourism have so far participated in TEMIC courses aimed at senior and executive managers.

#### Transportation

Canada and Indonesia are co-operating in various areas of transportation, from urban transport to aerospace. For example, Delcan International Corporation and the Ministry of Communications have recently signed a contract to improve bus system management and operations in Jakarta, work which will be carried out under World Bank financing. Canadair, the aerospace group of Bombardier Inc., has begun a joint feasibility study with IPTN, the state-owned aircraft maker in Indonesia, to investigate co-production of the Canadair CL-215T amphibian water-bomber. In addition, Indonesian officials have attended sessions of the CIDA-supported International Aviation Management Training Institute (IAMTI), based in Montreal. IAMTI provides training to executive, senior and middle-level managers in all fields of civil aviation. In May 1990, IAMTI organized a three-day training seminar in Bali, which was well attended by Indonesian and regional specialists.

## **Defence**

The Canadian Forces Attaché located in Kuala Lumpur has been accredited to Indonesia, among other ASEAN member states, to expand defence relations within ASEAN. The Attaché provides advice on military matters and liaises with most of the armed forces of the region. An important component of this arrangement is the identification of defence equipment acquisition programs which are of interest to Canada's defence industry.

## **Education**

Over 600 Indonesians study at Canadian post-secondary educational institutions each year. A number of Indonesian cabinet ministers and senior officials have studied in Canada. A CIDA-funded general training program finances study in Canada by Indonesians. Several Canadian organizations and institutions have been active in marketing Canadian educational and training services.

In May 1990, a Memorandum of Understanding was signed to establish a linkage arrangement between the Indonesian State Institute of Islamic Studies (IAIN) and the Institute of Islamic Studies at McGill University to strengthen teaching and research capacities at the IAIN. Elements of this CIDA-supported project include graduate and non-degree courses at McGill for more than 75 IAIN scholars, teaching visits to Indonesia by McGill professors, upgraded library facilities and support for an Indonesian professor to supervise degree students at McGill.

## **Agriculture**

The Department of Agriculture of Indonesia and the Ministry of Agriculture in Canada have signed a Memorandum of Understanding on veterinary matters. CIDA is financing an Animal Disease Centre in Indonesia. Canada and Indonesia are both

members of the Cairns Group which is working on improvements in international trade in agricultural products in the context of the GATT Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations. Canada is the major supplier of potash fertilizer both commercially and under its development co-operation program.

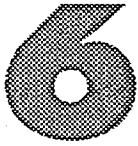
## **5.3 Provincial Co-operation**

Provincial contacts with Indonesia are chiefly made through trade missions. Alberta and Quebec have been the most active in this respect.

Alberta's links with Indonesia cover a number of private sector training projects including the establishment of a centre in Indonesia to train technicians in oil and gas technologies. The province also sends trade missions to Indonesia annually, focused primarily on oil and gas, telecommunications and agriculture.

The province of Quebec is also active in Indonesia, organizing two trade missions per year for the promotion of Quebec products and services and the identification of possible joint ventures.

British Columbia has been involved in Indonesia through the provision of a number of post-secondary education programs for Indonesians in technical fields. Ontario has supported company attendance at some trade fairs in Indonesia. Trade missions from the provinces of Nova Scotia and Saskatchewan have also visited Jakarta over the last two years.



# Conclusion

Indonesia's recent economic progress and its growing political importance in the region are leading to more mature bilateral relations. Development assistance is, and will remain for some years, a necessary and vital component of the Indonesian economy. However, Canada recognizes the potential for much wider trade and investment relations, as well as more extensive links between educational institutions in both countries, which will further benefit both Indonesia and Canada.

These changes are already taking place. Over the course of the past decade, Canada's trade with Indonesia has doubled. Increasingly, Canada's merchandise trade is expanding beyond primary products to include manufactured items. Less visible, but equally important, are the links created by exports of services to Indonesia, providing engineering expertise as well as training, to strengthen Indonesia's ability to compete in the global market. Neither country has a major share of the other's total trade but the potential remains high, and further efforts are needed to take advantage of the benefits to each country in meeting Indonesia's development needs with Canada's experience and expertise.

Increased co-operation over a variety of sectors will facilitate these efforts. Some provinces, recognizing the potential of Indonesia's market, have been actively promoting companies in Indonesia through activities such as trade fairs and missions. Canada and Indonesia already benefit from co-operation agreements in agriculture and defence, as well as from participation in a range of multilateral organizations; however, there is scope for an even stronger partnership.

Indonesia has demonstrated its commitment to developing a more liberal, market responsive economy. Canada encourages the private sector to explore the opportunities offered by Indonesia's markets. Through partnership in ASEAN and bilateral relations, Canada can continue to provide assistance to Indonesia in its progress towards lasting economic and social prosperity.